

tion » et la « politique d'intégrité », représentées l'une par Gladstone, l'autre par Disraëli, ne se sont trouvées aux prises dans un conflit plus dramatique. Par là s'expliquent, dans l'attitude de lord Derby et de lord Beaconsfield, certaines hésitations, certains tâtonnements. Une politique plus alerte aurait peut-être pu trouver l'occasion d'empêcher la guerre; mais l'Angleterre ne paraît alors préoccupée que de comprimer les efforts des populations chrétiennes vers l'émancipation ou d'empêcher le succès des réformes quand c'est la Russie et les puissances de l'Europe centrale qui en recommandent l'application; elle ne se réveille qu'en présence du traité de San Stefano.

Au moment où, à la fin de 1875 et en 1876, l'insurrection tend à gagner toutes les provinces chrétiennes de la péninsule des Balkans, l'Europe continentale est régie par la combinaison politique que l'on a appelée « l'Alliance des trois empereurs. » Les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Berlin et de Vienne manifestent leur entente et leur volonté de maintenir la paix et le *statu quo* en Orient en rédigeant ou en appuyant la note du 30 décembre 1875. Écrite par un Madgyar, par un ami de la Turquie, la « note Andrassy » renonçait au système anglais des réformes générales et à la centralisation pour préconiser le système des réformes particulières, adaptées aux besoins et au tempérament de chacune des populations de l'Empire. Le massacre des consuls de France et d'Allemagne à Salonique, les progrès de l'insurrection bulgare, ne tardèrent pas à « engager les cabinets à resserrer leur entente » et à la constater en rédigeant, le 13 mai 1876, le *memorandum* de Berlin : les trois cours y recommandaient plus énergiquement des réformes, mais il y